

FGI 2022 : vers le Pacte numérique mondial

Pages 4-5

BAROMÈTRE

Les nouvelles numériques qui ont fait l'actualité mondiale en novembre 2022.

Pages 2-3

RAPPORT SPÉCIAL

Les principaux éléments à retenir du sommet du tout numérique – le sommet de Malte.

Page 6

GENÈVE

Les discussions sur la politique numérique abondent à Genève ; les principaux faits marquants de novembre.

Page 11

À VENIR

Un aperçu des événements mondiaux sur la politique numérique qui auront lieu en décembre 2022 et janvier 2023

Page 12

Les développements de la politique numérique qui ont fait la une

Le paysage de la politique numérique évolue quotidiennement. Voici donc les principaux développements du mois de novembre. Vous trouverez plus de détails dans chaque mise à jour du [Digital Watch Observatory](#).

Architecture de gouvernance numérique mondiale

La [déclaration des dirigeants du G20](#) à Bali s'est engagée à faire progresser la transformation numérique, le développement des compétences et de la culture numériques, la numérisation au service de l'économie et l'accès aux technologies numériques.

Le 17e Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) s'est tenu à Addis-Abeba du 28 novembre au 2 décembre 2022. [Lisez nos impressions à la page 4.](#)

La [troisième réunion du Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis](#) (TTC) a abouti à un accord sur un système d'alerte précoce pour les pénuries de semi-conducteurs, ainsi qu'à un engagement de coopération sur les technologies émergentes, l'utilisation de la numérisation pour faciliter le commerce transatlantique et la promotion des compétences numériques.



En hausse

Développement durable

La Chine [s'est engagée](#) à utiliser le big data, la biotechnologie et l'IA pour résoudre les problèmes environnementaux, notamment la pollution, le changement climatique et la destruction des écosystèmes.



En baisse

Sécurité

La Première commission de l'Assemblée générale des Nations unies [a adopté une résolution qui établira un programme d'action](#) (PoA) sur la cybersécurité en tant que mécanisme permanent, inclusif et orienté vers l'action après la conclusion du [GTSO 2021-2025](#).

Le centre de renforcement des capacités en matière de cybercriminalité pour la [région Asie-Pacifique a été créé](#).

Le Comité ad hoc sur la cybercriminalité a publié [un document de négociation consolidé](#).

À la suite de la multiplication des cyberattaques dont le pays a fait l'objet en octobre, l'Australie a mis sur pied [une équipe spéciale chargée de lutter contre les rançongiciels afin de traquer les pirates](#) et de perturber leurs réseaux.

Le Parlement européen [a approuvé une législation visant à améliorer la sécurité des infrastructures numériques critiques dans l'UE](#) en harmonisant la définition des infrastructures critiques, en créant des règles d'évaluation des risques plus strictes et en établissant des rapports pour les acteurs critiques.

La Maison-Blanche a accueilli le deuxième sommet de l'initiative de lutte contre les rançongiciels, au cours duquel les membres ont réaffirmé leur engagement à coopérer contre eux.



En hausse

Le commerce électronique et l'économie de l'Internet

La Bourse cryptographique [FTX s'est effondrée](#), affectant gravement le marché des cryptomonnaies au sens large.

La Chine a considérablement [réduit les amendes pour une série de violations des services de covoiturage en ligne](#).



En hausse



Neutre

Infrastructure

Le régulateur américain des télécommunications, **la FCC, va lancer un nouveau bureau spatial** pour faire face au nombre croissant de lancements de satellites.

Le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire pour déployer une constellation de satellites de l'UE.



Neutre

Les droits numériques

Des pirates informatiques **ont diffusé par vagues des données volées à des clients de l'assureur australien Medibank.**

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) **a publié des recherches mettant en évidence les tendances à la hausse de la violence en ligne à l'encontre des femmes journalistes.**



En hausse

Politique de contenu

La loi sur les services numériques de l'UE est entrée en vigueur le 16 novembre.

Au Viêt Nam, les plateformes de médias sociaux **devront supprimer les informations erronées et les fausses nouvelles dans les 24 heures suivant** les demandes des autorités nationales.



En hausse

Juridiction et questions juridiques

Google **va payer un montant record de 391,5 millions de dollars américains** aux États-Unis pour ses pratiques trompeuses en matière de localisation. **La Cour de justice des Communautés européennes a statué** que Google doit retirer des informations des résultats de recherche en ligne si les utilisateurs peuvent prouver qu'elles sont inexactes.

Un tribunal américain a décidé **qu'Intel devait verser 948,8 millions de dollars à VLSI** pour avoir enfreint un brevet de VLSI portant sur des puces informatiques.



En hausse

Nouvelles technologies

L'Italie **a interdit l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale**, sauf si elles sont destinées à la lutte contre la criminalité ou aux enquêtes judiciaires.

Tuvalu **a commencé à se reproduire dans le métavers** pour préserver son histoire et sa culture face à la montée du niveau de la mer.

La Suisse et le Royaume-Uni **ont signé un accord visant à renforcer la coopération dans le domaine des technologies de pointe**, notamment l'informatique quantique et l'IA.

Parlons du FGI 2022

Pour de nombreux passionnés de l'Internet et du numérique, le Forum annuel sur la gouvernance de l'Internet (FGI) est le point marquant de l'année. Avec un total de 5 210 participants sur place et en ligne, le FGI 2022 (qui s'est tenu à Addis-Abeba du 28 novembre au 2 décembre 2022) a effectivement été l'un des principaux événements de cette année. Mais comme les chiffres ne révèlent que la moitié de l'histoire, voici les raisons pour lesquelles nous pensons que le FGI 2022 s'est hissé au sommet de la liste.

Les thèmes

Rien n'aurait pu être plus approprié que de structurer le FGI 2022 en suivant les principaux domaines d'intérêt du [Pacte numérique mondial du Secrétaire général des Nations unies](#).

Le Pacte était en effet le « petit nouveau », d'autant plus que les discussions du FGI y seront intégrées dans le cadre des consultations ouvertes en cours facilitées par l'Envoyé du Secrétaire général des Nations unies pour la technologie.

Dans les sujets qui ont fait écho à plusieurs reprises au cours des sessions, certaines discussions ont montré des signes forts de maturité. Les discussions sur la gouvernance des données sont passées de la notion générique de « données » aux spécificités des données personnelles, d'entreprise et publiques, et à la manière dont celles-ci nécessitent des solutions de gouvernance spécifiques.

Une connectivité significative va au-delà des câbles et des satellites, et nécessite de s'attaquer à la fracture des compétences numériques et de prendre des mesures inclusives en faveur des femmes et des filles, des personnes âgées et des personnes handicapées. La vie privée et la sécurité, souvent opposées, sont fortement considérées comme une fausse dichotomie. Nombre de ces discussions ont permis d'articuler un programme de développement florissant.

Quant aux problèmes qui rendent l'espace en ligne peu sûr, les experts ont réitéré quelques avertissements virulents : la violence sexiste est particulièrement préoccupante, certaines régions connaissant une recrudescence ; les documents relatifs aux abus sexuels sur les enfants circulant en ligne sont en progression ; la protection des droits de l'Homme se dégrade, notamment chez la jeune génération d'internautes.

Et pourtant, bien que les discussions aient été nombreuses, le FGI 2022 n'a guère apporté de solutions ni de nouvelles dynamiques – à l'exception des discussions sur la Déclaration pour le futur de l'Internet (qui a suscité une

bonne part de critiques quant au manque de consultation dans la préparation de son format actuel) et des débats animés entre les parlementaires au cours de leur session dédiée.

La procédure

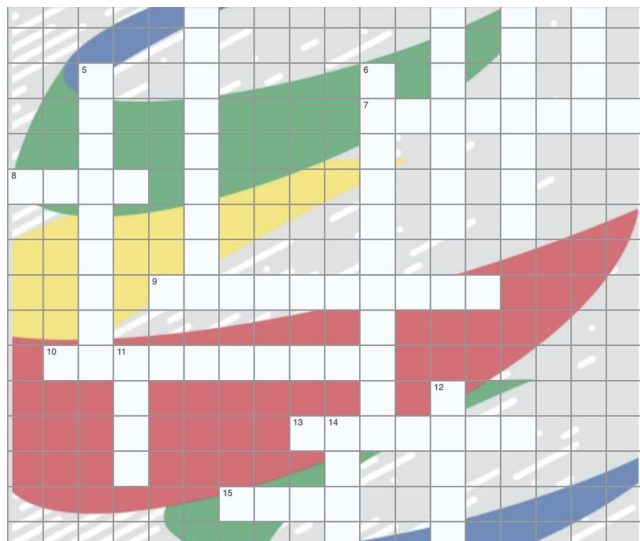
En ce qui concerne les procédures, le développement le plus remarquable a été la participation active des membres du Parlement. C'est un résultat direct de la sensibilisation du FGI, qui visait à engager plus efficacement les parlementaires dans les procédures et les discussions du FGI.

En conséquence, cette trajectoire est allée de mieux en mieux depuis sa première tentative majeure en 2019, avec des parlementaires de pays en développement contribuant de manière assez significative cette année.

Trois appels forts ont été lancés tout au long des discussions.

- Les parlements devraient contribuer à renforcer les dialogues nationaux multipartites sur les questions relatives à l'Internet et aux politiques numériques, et à faire en sorte que les intérêts et les priorités nationaux soient pris en compte dans les procédures internationales.
- Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la capacité des parlementaires à travailler sur les questions de politique numérique, notamment par la formation et le renforcement des compétences. Cela contribuera à garantir le fait qu'ils s'engagent dans des débats pertinents avant d'adopter des lois affectant l'espace numérique.
- Les parlements devraient avoir leur propre siège à la table des négociations dans les procédures régionales et mondiales traitant des questions numériques.

Parmi les autres sujets abordés lors du FGI 2022, citons ceux consacrés aux dirigeants de haut niveau, aux jeunes et aux travaux intersessions.



Testez vos connaissances sur tout ce qui concerne le FGI.

Le format

Organisé à Addis-Abeba et en ligne, le FGI 2022 a bénéficié du dynamisme de la communauté numérique africaine. L'événement a accueilli 5 210 participants sur place et en ligne, assistant à plus de 300 sessions.

Le format hybride arrive à maturité au FGI, s'appuyant sur la longue tradition de participation à distance du forum depuis le FGI 2007 au Brésil, avec une forte impulsion du groupe de travail sur la participation à distance de Diplo. Le FGI peut devenir un laboratoire de rencontres hybrides s'il s'attaque à certains problèmes relativement connus. Il s'agit notamment de réduire l'occurrence des problèmes techniques, de permettre une navigation plus directe et plus conviviale sur le site du forum, et d'offrir une formation plus poussée aux techniques de réunion hybride pour les modérateurs de session.

Pour la 8e année consécutive, la veille numérique du Digital Watch de la Geneva Internet Platform a fourni un rapport en temps réel du FGI 2022.

Explorez l'approche de Diplo en matière de rapports sur le FGI en trois niveaux, le premier étant [le rapport de synthèse du FGI 2022](#).

Vous pouvez ensuite naviguer vers le deuxième niveau, composé des résumés de sessions et d'analyses de données du texte du corpus du FGI 2022.

Le troisième niveau contient des informations détaillées sur des sujets allant de l'IA à la cybersécurité, ainsi que sur les principaux acteurs de l'ONU, du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile. Ce rapport holistique vous offre une couverture complète des principaux sujets, acteurs et tendances au-delà du FGI 2022 en tant qu'événement unique.

Comment découvrir le rapport FGI en trois étapes

Dans ce document



...Au **premier niveau**, vous pouvez trouver le texte de synthèse et cliquer sur les liens qui vous mèneront...

1st LAYER



2nd LAYER





...au **second niveau**, où vous trouverez des informations plus détaillées, notamment des résumés quotidiens, des rapports de session et des graphiques...

3rd LAYER







...au **troisième niveau**, vous pouvez trouver des sources primaires, des ressources et des transcriptions...

La diplomatie du tout numérique

Le sommet de novembre sur la diplomatie et la gouvernance numériques a fait le point sur les récents développements en matière de gouvernance numérique et a réfléchi à la manière dont nous devrions naviguer dans notre avenir numérique. Bien que le monde numérique évolue à une vitesse incroyable, une grande partie de ce qui a été discuté restera significatif pendant longtemps. Voici quelques-unes des principales conclusions du sommet.

Le numérique est partout

Ce qui était autrefois une discussion sur l'Internet et la technologie qui le supporte s'est étendu à presque toutes les facettes de la vie quotidienne. Il ne s'agit plus seulement de câbles. L'Internet a un impact sur nos vies sociales, notre santé, nos économies et l'environnement. Les avantages de la technologie numérique sont indiscutables et omniprésents. Facebook, Twitter et TikTok possèdent nos âmes.

Mais comme d'autres biens communs mondiaux, le bien commun numérique est la proie de la tragédie des biens communs. L'espace en ligne est truffé d'abus, de risques, de problèmes de sécurité, de violations de données et de cyber-armes. Les coûts peuvent rapidement dépasser les avantages.

L'initiative du Pacte numérique mondial du Secrétaire général des Nations unies, qui prévoit une consultation ouverte pendant le sommet, définira des principes communs pour un avenir numérique ouvert, libre et sûr pour tous.

Entrez dans la politique étrangère numérique

Dès les premiers jours de la disponibilité de l'Internet, il était clair que la diplomatie serait fortement influencée par cette avancée dans le domaine des communications. Internet et la technologie allaient introduire de nouveaux sujets dans les agendas diplomatiques ; ils allaient façonner l'environnement dans lequel la diplomatie est menée ; et ils allaient changer la manière même dont la diplomatie est pratiquée. (Cette approche en trois volets résume l'approche de Diplo en matière de diplomatie numérique et a constitué le cadre sous-jacent des discussions thématiques du sommet.)

Le numérique a également fait son entrée dans la politique étrangère – dans certains cas, par le biais d'une politique étrangère numérique spécifique.

Un rôle essentiel pour les diplomates numériques

En tant qu'acteurs clés, les gouvernements doivent agir avec confiance en protégeant les intérêts de leurs citoyens, de leurs communautés et de leurs entreprises dans le domaine numérique, et agir avec prudence en utilisant leur pouvoir pour contrôler le domaine numérique. Les diplomates, et en particulier les diplomates numériques

- une nouvelle catégorie de fonctionnaires diplomatiques
- peuvent aider à atteindre cet équilibre délicat.

Les diplomates devront donc acquérir de nouvelles compétences en matière de gouvernance numérique : une compréhension de la nouvelle géopolitique et du nouveau paysage géoéconomique, une connaissance de la technologie qui alimente ces développements, et les compétences pour s'engager avec d'autres acteurs, y compris les entreprises technologiques, le monde universitaire et la société civile.

Des voix plus fortes sont nécessaires

Les voix des petits pays et des pays en développement sont assez faibles dans les négociations numériques, d'autant plus que le reste du monde prend le train en marche de l'IA et d'autres technologies de pointe. Cela peut changer grâce à un renforcement durable des capacités institutionnelles ainsi qu'à l'acquisition des compétences numériques spécifiques nécessaires pour surmonter les limitations financières et institutionnelles afin de participer activement aux négociations mondiales.



Le Premier ministre maltais s'adresse aux participants du sommet de Malte.

Le sommet a été organisé par Diplo, opérateur de la Geneva Internet Platform, en coopération avec ses partenaires fondateurs, les gouvernements de Malte et de la Suisse. [Lisez les messages clés et notre rapport détaillé, et visionnez les enregistrements.](#)

Actualités de la Francophonie



La lettre d'information en français *Digital Watch* est publiée en collaboration et avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie [ici](#) dans le cadre de l'initiative D-CLIC, Formez-vous au numérique avec l'OIF.

L'OIF mobilise l'espace francophone lors du 17ème Forum sur la gouvernance de l'Internet à Addis Abeba (28 nov. – 2 dec 2022)

Rendez-vous annuel des Nations unies, le **Forum sur la Gouvernance de l'Internet** (FGI) joue un rôle essentiel dans l'élaboration des décisions qui façonnent l'Internet. La 17ème édition se tient du 28 novembre au 2 décembre 2022 à Addis Abeba en Ethiopie autour du thème « *un internet résilient pour un avenir commun et durable partagé* ».

L'Organisation internationale de la Francophonie s'est pleinement engagée dans ce forum mondial par différentes actions. Tout d'abord, en amont du FGI, en organisant une formation « *Introduction aux enjeux et défis de la Gouvernance de l'Internet* » en lien avec l'ISOC (Internet Society). Celle-ci avait pour objectif de sensibiliser et préparer les décideurs politiques et diplomates des Etats membres de la Francophonie à ces enjeux en leur

donnant des éléments de base sur la gouvernance de l'Internet. La formation s'est tenue en ligne le 22 novembre 2022. Une soixantaine de haut-cadre issus de nombreux pays y ont participé.

Par la suite, la Direction de la Francophonie Economique et Numérique (DFEN) et la Représentation de l'OIF auprès de l'Union Africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (RPUA), ont organisé une table-ronde pendant le Forum de la Gouvernance de l'Internet. Cet événement a eu lieu le 28 novembre sur le thème « *les défis de la gouvernance de l'Internet dans l'espace francophone* », et a regroupé une quarantaine de délégués des Etats membres de la Francophonie, et des Représentants du Groupe des Ambassadeurs francophones d'Addis-Abeba, qui ont pu échanger autour de ces enjeux.

Après une introduction de Madame Zahra Kamil, la Représentante sortante de l'OIF auprès de l'Union



Africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Monsieur Henri Monceau, Directeur de la Francophonie Economique et numérique a présenté l'action de l'OIF dans le domaine de la gouvernance du numérique, a partagé les **recommandations du Sommet de Djerba** et ainsi réaffirmé la volonté des Etats membres de promouvoir un espace numérique inclusif et responsable, ainsi qu'un Internet, ouvert, sûr et interopérable. Monsieur Jovan Kurbalija, Directeur de la DiploFoundation et de la Geneva Internet Platform a quant à lui exposé les nombreux défis du continent africain dont fait état sa dernière publication : « **Des voix africaines plus fortes dans le numérique : construire une politique étrangère et une diplomatie africaines du numérique** ». Enfin, Monsieur Bernard Laurendeau, Associé Directeur chez Laurendeau et Associés, a fait part de l'expérience africaine sur l'accès à l'Internet, son ouverture et son contenu. Des échanges nombreux et fructueux avec les participants ont alimenté cette table ronde pendant plus de deux heures.

Le numérique à l'honneur au XVIIIe Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement membres de la Francophonie (19-20 novembre 2022, Djerba)

Le XVIIIe Sommet de la Francophonie s'est déroulé les 19 et 20 novembre 2022 à Djerba sur le thème « La Connectivité dans la diversité : le numérique vecteur de développement et de solidarité dans l'espace francophone ». Pendant ces deux jours, les Chefs d'Etat et de gouvernement francophones se sont réunis dans un format inédit et ont débattu des priorités de la Francophonie notamment sur la question du numérique : des tables rondes ont ainsi été organisées pour qu'ils réfléchissent autour de ce thème et élaborent des recommandations. A l'issue des travaux,

la « **Déclaration de Djerba** » reflète les échanges et les engagements des Etats et gouvernements de l'OIF sur les grands enjeux mondiaux, dont ceux sur le numérique (plus particulièrement dans les articles 15 à 37). Ils y réaffirment notamment leur volonté d'intensifier la collaboration multilatérale et multi-acteurs visant à promouvoir un espace numérique inclusif et responsable, ainsi qu'un Internet, ouvert, sûr et interopérable.

Plusieurs textes ont également été adoptés lors de ce Sommet et engagent la Francophonie à l'horizon 2030, comme par exemple le « **Cadre stratégique 2023-2030** », qui fixe de nouveaux objectifs stratégiques pour une coopération multilatérale francophone toujours plus pertinente et la « **Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie** », dans laquelle les signataires s'engagent à promouvoir davantage l'usage du français dans l'espace francophone et au-delà.

En marge des rencontres des instances, le Village de la Francophonie a accueilli à Djerba des milliers de visiteurs dans les différents stands des pays francophones. Au sein du Pavillon de la Francophonie, l'OIF a proposé aux visiteurs sur place, et en direct sur ses réseaux sociaux, de nombreux contenus autour de la coopération francophone, notamment dans le domaine du numérique. Ainsi les parcours inspirants de jeunes francophones dans le cadre du projet « D-CLIC : Formez-vous au numérique ! » ont été présentés, une table ronde a été organisée autour de la thématique « La gouvernance du numérique : Afrique, continent numérique ».

Enfin, lors du Sommet, Madame Louise Mushikiwabo a été officiellement reconduite par les 88 Etats membres de



Crédits photographiques : site internet du Sommet de la Francophonie www.francophoniedjerba2022.tn

l'OIF à son poste de secrétaire générale, pour un mandat de 4 ans et la France a été désignée pour accueillir le XIXe Sommet de la Francophonie en 2024.

Atelier conjoint entre les réseaux des régulateurs des médias (REFRAM) et des télécommunications (FRATEL) lors du Forum international des régulateurs de l'International

Le Forum international des régulateurs de l'International Institute of Communications (ICC) s'est tenu à Ottawa (Canada) les 1er et 2 novembre 2022. En marge de ce forum, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) organisait un atelier réunissant des représentants des réseaux francophones des régulateurs de médias (REFRAM) et des régulateurs des télécommunications (FRATEL) dont il fait partie.



Les interventions se sont concentrées sur l'adaptation des régulateurs face aux innovations des technologies de l'information et de la communication qui génèrent toujours

plus de données dont l'exploitation peut s'avérer difficile au regard des moyens dont disposent les autorités de régulation nationales. En effet, les intervenants ont échangé dans un premier temps sur les défis et opportunités que représentent la collecte des données, l'analyse et le traitement des informations relatives aux marchés. Dans un second temps, la question des compétences et des capacités des régulateurs à traiter des données en masse a été abordée. Enfin, le sujet de la collaboration avec de nouveaux acteurs et entre régulateurs a clos les interventions. Dans une seconde partie,

l'atelier a permis de nombreux échanges entre les intervenants et les représentants des régulateurs membres de l'IIC issus de tous les continents.

Le FRATEL tient sa 20e réunion annuelle sur le thème de la résilience et la sécurité des réseaux de télécommunications

La 20e réunion annuelle du réseau s'est tenue les 10 et 11 novembre à Balaclava, en République de Maurice, et en ligne. Elle a permis aux membres du réseau d'échanger sur le thème « Enjeux et moyens d'améliorer la résilience et la sécurité des réseaux de télécommunications ». Près de 110 participants représentant 26 autorités de régulation, membres de FRATEL, des institutions internationales (UIT, Internet Society), des administrations, des universitaires et des acteurs du secteur ont assisté, soit en présentiel, soit en virtuel, à la réunion.

Cette thématique de la résilience et sécurité des réseaux a été déclinée en trois tables rondes : la première a abordé les mesures et technologies qui ont permis, lors d'événements tels que la pandémie de Covid-19, de réduire les risques de congestion des réseaux ; la deuxième table ronde a été consacrée à l'amélioration de la résilience des réseaux, notamment au regard des enjeux climatiques ; enfin la troisième a traité des moyens pour assurer l'intégrité et la confidentialité des réseaux et services.

Au cours de la réunion annuelle, s'est déroulée l'élection du nouveau comité de coordination. C'est l'Agence nationale de régulation des télécommunications (ANRT) du Maroc qui prend la présidence du comité de coordination en 2023.

En savoir plus : <https://www.fratel.org>



Crédits photographiques : brève du REFRAM sur le Forum international des régulateurs www.refram.org



Crédits photographiques : site internet du Sommet de la Francophonie www.francophoniedjerba2022.tn

L'OIF organise à Genève un atelier de renforcement des capacités des experts numériques

Dans le cadre des travaux de la Coordination numérique du Groupe des Ambassadeurs francophones (GAF) de Genève, l'OIF, à travers sa représentation auprès des Nations unies (RPGV), a organisé, le 7 novembre 2022, un atelier de renforcement des capacités en faveur des experts des missions diplomatiques francophones.

Un expert rwandais a partagé les bonnes pratiques de son Etat membre en matière de numérisation des services publics. Deux experts bulgares ont quant à eux présenté les expériences de leur pays en matière de protection des droits des enfants dans l'environnement numérique. Par ailleurs, la Délégation de l'Union européenne à Genève a fait part des opportunités de coopération que cette Organisation pourrait déployer, à leur demande, pour soutenir de tels projets dans les Etats francophones.

Enfin, la *DiploFoundation*, partenaire de l'OIF, a saisi cette occasion pour porter à l'attention des diplomates francophones, le cours de formation en ligne qu'elle développe en français sur la gouvernance de l'Internet, en collaboration et avec le soutien de l'Organisation.

L'OIF contribue au cadre modèle de régulation pour les plateformes numériques de l'UNESCO

La Conférence mondiale de l'UNESCO « Pour un internet de confiance - Réguler les plateformes numériques pour l'information comme bien public » aura lieu du 21 au 23 février 2023 à Paris. L'OIF a été sollicitée par l'UNESCO pour contribuer au cadre modèle de régulation pour les plateformes numériques et sera présente lors de cet important événement sur la régulation du contenu de l'Internet en faveur de la protection des droits de l'Homme et de la liberté d'expression.

Événements à venir :

- **Formation conjointe des négociateurs climatiques, commerciaux et numériques des PMA de l'espace francophone** (29 novembre-1er décembre 2022, en hybride)
- **Rencontre annuelle de l'alliance multipartite de l'UIT « Partner2Connect »** (8 décembre 2022, Genève, Suisse)
- **Contribution de l'OIF au cadre modèle de régulation pour les plateformes numériques dans le cadre de la Conférence mondiale de l'UNESCO** : Pour un internet de confiance - Réguler les plateformes numériques pour l'information comme bien public (21 et 23 février 2023, Paris)

Mises à jour des politiques de la Genève internationale

De nombreuses discussions politiques ont lieu chaque mois à Genève. Les mises à jour suivantes couvrent les principaux événements du mois de novembre. Pour les rapports d'événements, visitez la section Événements passés sur le GIP Digital Watch Observatory.

31 octobre – 4 novembre | Semaine de la paix de Genève 2022

La **Semaine de la paix de Genève 2022 (GPW)**, intitulée « La paix est possible », s'est déroulée à la Maison de la Paix durant la première semaine de novembre. En tant qu'événement phare annuel de la **Geneva Peacebuilding Platform**, la GPW mène des discussions sur les tendances au sein de la communauté internationale de consolidation de la paix à Genève et de leurs partenaires à l'étranger afin de promouvoir le partage des connaissances et des meilleures pratiques. L'édition 2022 proposait quatre thèmes principaux pour guider les conversations, dont l'un portait

sur **la paix numérique**. Des nouveaux défis que l'émergence des plateformes de médias sociaux pose dans le domaine de la médiation aux divers outils numériques qui pourraient être utilisés pour surveiller, contrôler et prédire les comportements des civils en période de turbulence, les décideurs politiques et les praticiens de la paix se sont réunis pour partager les leçons apprises sur le terrain et discuter des propositions pour aller de l'avant. [Retrouvez la couverture multimédia de l'événement par les Séries Digitales.](#)

3 novembre | Vers un emblème numérique ? Avantages, risques et solutions possibles

Le **Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** a lancé son rapport intitulé *Digitalising the Red Cross, Red Crescent and Red Crystal Emblems: Benefits, Risks and Possible Solutions*. L'emblème du CICR est traditionnellement utilisé lors d'un conflit pour signifier que la personne ou l'objet portant cet emblème relève des opérations humanitaires et ne doit pas être pris pour cible. Le concept de

développement d'un « emblème numérique », qui empêcherait les infrastructures ou outils numériques utilisés par les organisations humanitaires et les installations médicales d'être la cible de cyberopérations malveillantes, est particulièrement pertinent dans le contexte de la guerre hybride. [Regardez l'événement de présentation et les discussions d'experts ici.](#)

28-30 novembre | 11e Forum des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'Homme

Depuis 2011, le **Forum annuel des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'Homme** rassemble des milliers de participants issus de gouvernements, d'organisations internationales, d'entreprises, de syndicats, de la société civile, d'experts juridiques et d'universités du monde entier. **Fondé sur les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme (UNGPs)**, le forum est une plateforme multipartite où les participants peuvent discuter conjointement des défis et examiner la mise en œuvre des UNGPs. Le thème du 11e Forum était « Les défenseurs des droits

au cœur de l'action : renforcer la responsabilité pour faire progresser le respect des personnes et de la planète par les entreprises au cours de la prochaine décennie ». Une attention particulière a été accordée aux mécanismes de responsabilité et de recours, ainsi qu'au bilan des efforts accomplis. Une session spéciale, intitulée « **Rendre obligatoire la conduite responsable des entreprises dans le secteur technologique – Faire avancer les UNGPs dans les débats réglementaires** », s'est tenue le 29 novembre. [Regardez l'enregistrement de toutes les sessions.](#)

Ce qu'il faut surveiller : événements mondiaux sur la politique numérique en décembre et janvier 2023

8 décembre, Réunion annuelle de Partner2Connect (Genève, Suisse)

La coalition numérique Partner2Connect (P2C) est une alliance multipartite visant à mobiliser des ressources, des partenariats et des engagements pour parvenir à une connectivité universelle et significative. Après sa formation en 2021 par l'UIT, le projet de feuille de route numérique du Secrétaire général des Nations unies et de l'Envoyé pour la technologie, la coalition a franchi des étapes importantes en 2022. La réunion annuelle, qui aura lieu au siège de l'UIT à Genève, permettra de discuter des succès et des défis de la coalition jusqu'à présent, ainsi que des plans pour connecter les non-connectés à travers le monde.

16 décembre, Conférence internationale sur la géopolitique du trafic et des infrastructures de l'Internet (Paris, France)

La conférence internationale « The Journey, not the Destination, Matters: The Geopolitics of Internet Routes » se tiendra à Paris, en France, le 16 décembre. Faisant référence aux événements mondiaux de l'année, notamment la guerre en Ukraine et la menace de fragmentation de l'Internet, la conférence abordera les défis géopolitiques de l'infrastructure et du trafic Internet critique. Outre les défis passés et présents, les experts envisageront l'avenir de l'Internet et s'interrogeront sur les différentes possibilités de son évolution sous les prismes de l'architecture et de la gouvernance.

17-20 décembre, 2022 IEEE International Conference on Big Data (Osaka, Japon)

La conférence se tiendra du 17 au 20 décembre à Osaka, au Japon, et portera sur des sujets tels que la cybersécurité, l'analyse du big data pour les crises humanitaires, les données relatives aux soins de santé, les données spatiales, l'intelligence artificielle et l'éthique, les méthodes de recherche et d'exploitation du big data, et bien davantage.

15-18 janvier, PTC '23 (Honolulu, Hawaï)

La conférence annuelle du Conseil des télécommunications du Pacifique (CTP) se tiendra du 15 au 18 janvier 2023 à Honolulu, à Hawaï. La communauté des télécommunications du Pacifique aura l'occasion d'interagir par le biais de groupes de discussion et d'exposés, mais aussi dans le cadre d'un format inédit – *le Digital Infra Speed Dating* – destiné aux détenteurs émergents de fibre optique, de centres de données, d'informatique périphérique ou d'actifs immobiliers de tours cellulaires, afin qu'ils puissent se présenter aux investisseurs institutionnels et aux sociétés de capital-investissement. Parmi les sujets abordés lors de l'événement figurent la réglementation, la politique et l'éthique, les technologies de pointe et le développement dans la région du Pacifique.

16-20 janvier, Réunion annuelle du FME 2023 (Davos, Suisse)

La réunion annuelle du Forum économique mondial 2023 se tiendra sous le thème « Coopération dans un monde fragmenté » du 16 au 20 janvier. La 53e réunion annuelle revient à Davos, en Suisse, après avoir accueilli sa précédente édition en ligne. Chefs d'État et de gouvernement, chefs d'entreprise, organisations internationales et société civile se réuniront pour réaffirmer les valeurs du FME ainsi que l'impératif de dialogue et de coopération public-privé.

A propos de ce numéro : Numéro 75 de la Lettre d'Information du *Digital Watch*, publiée le 9 décembre 2022 par la [Geneva Internet Platform](#) et la [DiploFoundation](#), sous une [licence CC BY-NC-ND 4.0](#) | Rédacteurs : Andrijana Gavrilović (rédacteur en chef), Stephanie Borg Psaila, Jana Mišić et Yung-Hsuan Wu | Réalisation : Diplo's CreativeLab | Contact : digitalwatch@diplomacy.edu

Sur la couverture : *FGI 2022 : vers le Pacte mondial numérique ?* Réalisé par : Vladimir Veljasević

